




ILS L'ONT FAIT

25 COLLECTIVITÉS DONNENT DE L'ÉLAN À LEUR TERRITOIRE

UN ATOUT, LA PRÉVENTION DES DÉCHETS



ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Ce document est édité par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01

Coordination technique : Nicolas Noyon, ADEME,
service consommation et prévention, pilote national
du Réseau A3P

Coordination éditoriale : Agnès Heyberger, ADEME,
service communication professionnelle et technique

Étude réalisée pour l'ADEME par :

RDC environnement, Icare environnement et
stratégie, Alenium consultants et Bruno Genty

Création graphique et accompagnement

éditorial : Comeoz, une marque Cités Plume

Crédits photos de la couverture : Shutterstock

Remerciements : l'ADEME remercie les membres
du Comité de pilotage ainsi que les 25 collectivités
témoins qui, par leur disponibilité et leur retour
d'expérience, ont contribué à l'enrichissement
de cette étude

Brochure réf. 8895

ISBN : 979-10-297-0477-2

Dépôt légal : ADEME Éditions, juillet 2016

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (Art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (Art. L 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles.

AVANT-PROPOS

Les collectivités territoriales ont développé des actions de prévention des déchets dans le cadre de plans et programmes locaux de prévention des déchets. **Ces actions font apparaître des liens avec différentes politiques publiques territoriales**, plus larges qu'avec la seule politique de gestion des déchets.

Quelles synergies entre les politiques publiques territoriales et la prévention des déchets ?

Elles sont principalement de deux ordres :

- ▶ ces politiques **ciblent un grand nombre d'acteurs du territoire** (ménages, jeunesse, entreprises représentant différents secteurs, personnes en difficultés sociales...),
- ▶ ces politiques tirent **des bénéfices réciproques**, souvent méconnus, pour répondre à leurs propres objectifs comme par exemple le développement économique, la dynamisation de certains secteurs, la création d'emplois, l'accompagnement de personnes en situations précaires ou encore la réduction des nuisances environnementales.

Il s'agit d'une logique gagnant-gagnant pour l'action publique locale.

Ce recueil présente **25 retours d'expérience** de territoires, ayant engagé des plans et programmes de prévention des déchets, accompagnés par le Réseau A3P. Dans ces territoires, six politiques mobilisées dans l'action publique locale ont bénéficié de synergies :

- ▶ le développement économique,
- ▶ l'action sociale et médico-sociale,
- ▶ l'enseignement (fonctionnement des établissements et restauration scolaire),
- ▶ la formation professionnelle, l'emploi et l'apprentissage,
- ▶ la culture, la vie sociale, la jeunesse et les sports,
- ▶ l'environnement.

Présentés sous forme de fiches, ces retours d'expérience ont pour vocation d'illustrer les synergies possibles, d'identifier les leviers à activer pour qu'elles soient amplifiées et rendent encore plus efficiente l'action publique locale.

Nicolas NOYON

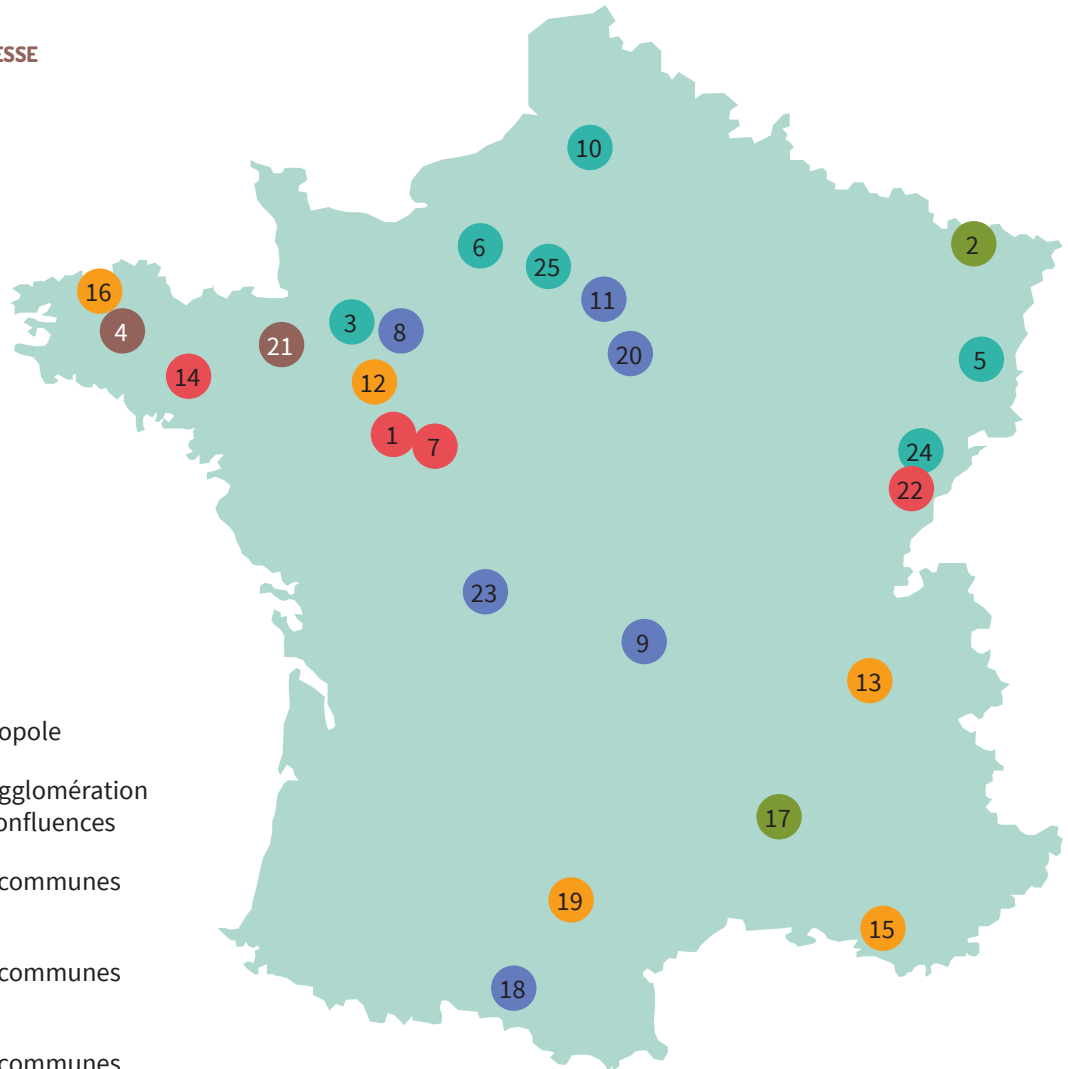
Pilote national du Réseau A3P

ADEME



SOMMAIRE GÉOGRAPHIQUE

- ÉCONOMIE
- SOCIAL
- ENSEIGNEMENT
- EMPLOI - FORMATION
- CULTURE - SPORT - JEUNESSE
- ENVIRONNEMENT



- 1 Angers Loire Métropole
- 2 Communauté d'agglomération Sarreguemines Confluences
- 3 Communauté de communes de l'Ernée
- 4 Communauté de communes du Kreiz-Breizh
- 5 Communauté de communes de la Vallée de Kaysersberg
- 6 Conseil départemental de l'Eure
- 7 Conseil départemental de Maine-et-Loire
- 8 Conseil départemental de la Mayenne
- 9 Conseil départemental du Puy-de-Dôme
- 10 Conseil départemental de la Somme
- 11 Conseil régional Île-de-France
- 12 Espace Entreprise 53
- 13 Grenoble-Alpes Métropole
- 14 Locminé Communauté
- 15 Métropole Aix Marseille Provence Territoire Marseille Provence
- 16 Morlaix Communauté
- 17 Pays de Beaume Drobie
- 18 SICTOM du Couserans
- 19 SICTOM de Lavaur
- 20 SIVOM de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts
- 21 SMICTOM Pays de Fougères
- 22 SYBERT de Besançon
- 23 SYDED de la Haute-Vienne
- 24 Ville de Besançon
- 25 Ville de Vauréal



SOMMAIRE THÉMATIQUE



- 12 Espace Entreprise 53
- 13 Grenoble-Alpes Métropole
- 15 Métropole Aix Marseille Provence
Territoire Marseille Provence
- 16 Morlaix Communauté
- 19 SICTOM de Lavaur



- 3 Communauté de communes de l'Ernée
- 5 Communauté de communes
de la Vallée de Kaisersberg
- 6 Conseil départemental de l'Eure
- 10 Conseil départemental de la Somme
- 24 Ville de Besançon
- 25 Ville de Vauréal



- 8 Conseil départemental de la Mayenne
- 9 Conseil départemental du Puy-de-Dôme
- 11 Conseil régional Île-de-France
- 18 SICTOM du Couserans
- 20 SIVOM de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts
- 23 SYDED de la Haute-Vienne



- 1 Angers Loire Métropole
- 7 Conseil départemental de Maine-et-Loire
- 14 Locminé Communauté
- 22 SYBERT de Besançon

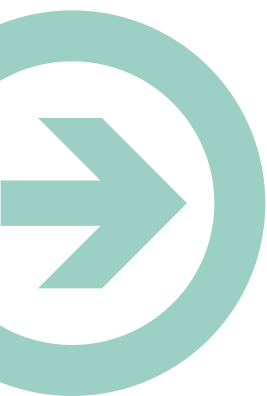


- 4 Communauté de communes du Kreiz-Breizh
- 21 SMICTOM Pays de Fougères



- 2 Communauté d'agglomération
Sarreguemines Confluences
- 17 Pays de Beaume Drobie





LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ADEIC :	Association de défense, d'éducation et d'information du consommateur
ADESS :	Association pour le développement de l'économie sociale et solidaire
ALAE :	Accueil de loisirs associé à l'école
ALSH :	Accueil de loisirs sans hébergement
CA :	Communauté d'agglomération
CCAS :	Centre communal d'action sociale
CCI :	Chambre de commerce et d'industrie
CIAS :	Centre intercommunal d'action sociale
CFA :	Centre de formation des apprentis
CMA :	Chambre de métiers et de l'artisanat
CNFPT :	Centre national de la fonction publique territoriale
CPIE :	Centre permanent d'initiatives pour l'environnement
CREEA :	Collectif régional d'éducation à l'environnement et au développement durable d'Auvergne
DD :	Développement durable
DEAE :	Direction de l'environnement, de l'agriculture et de l'énergie
DGA :	Direction générale adjointe
DIRECCTE :	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
DRAAF :	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
EIE :	Espace info énergie
ENS :	Espace naturel sensible
EPCI :	Établissement public de coopération intercommunale
ESS :	Économie sociale et solidaire
ETP :	Équivalent temps plein
FISAC :	Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce
IMP :	Institut médico-psychologique
MIN :	Marché d'intérêt national
MIS :	Modules d'insertion sociale
PCAET :	Plan climat-air-énergie territorial
PLPD ou PLP :	Plan local de prévention des déchets ou Plan local de prévention
PREDIF :	Plan régional de réduction des déchets Île-de-France
RDI :	Réseau de développement de l'innovation
RSA :	Revenu de solidarité active
TPE :	Très petite entreprise
SICTOM :	Syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères
SIVOM :	Syndicat intercommunal à vocations multiples
SMICTOM :	Syndicat mixte intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères
SYBERT :	Syndicat mixte de Besançon et sa région pour le traitement des déchets
SYDED :	Syndicat départemental pour l'élimination des déchets ménagers et assimilés
UTAS :	Unités territoriales d'action sociale
ZAC :	Zone d'aménagement concerté
ZNIEFF :	Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique



ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Energie

Angers Loire Métropole

AVEC "FILETS SOLIDAIRES", 10 EMPLOIS* CRÉÉS



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Le projet «Filets solidaires» consiste à récupérer des fruits et légumes parmi les invendus du MIN d'Angers, les conditionner en filets de cinq kilos pour ensuite les revendre à bas prix. Ce projet est né de la rencontre de la Ville d'Angers (CCAS) et d'une association locale Le Jardin de Cocagne Angevin en 2010. La Ville d'Angers avait la volonté politique d'élargir l'accès à l'**aide alimentaire à davantage de personnes en situation précaire, d'aider à la création d'emplois locaux** et à une dynamique de territoire mais aussi de **lutter contre le gaspillage alimentaire**. Le Jardin de Cocagne Angevin, quant à lui, souhaitait **organiser le tri et la valorisation des fruits et légumes** provenant des grossistes du MIN d'Angers (pour répondre à un appel à projets de la DRAAF encourageant la lutte contre les pertes et le gaspillage des denrées alimentaires).

* Il s'agit de 10 ETP (équivalent temps plein)

Contacts

- **CCAS Angers :**
annie.denieulle@ville.angers.fr
- **ADEME :**
gaetane.gergaud@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Création d'emplois et d'activités :** le dispositif permet de créer de l'emploi pour des personnes en difficulté soit 10 ETP.
- ▶ **Création de lien social :** le dispositif contribue à une émulation entre les associations de quartier, les bénévoles et les personnes bénéficiant des filets solidaires.
- ▶ **Création de vie sociale :** le dispositif offre des lieux de convivialité et de participation à des ateliers (cuisine, santé, culture), contribuant à rompre l'isolement.
- ▶ **Soutien à l'équilibre alimentaire** et ainsi amélioration de la santé des bénéficiaires.
- ▶ **Soutien aux familles en difficulté financière** (jusqu'à 1 000 bénéficiaires par an) : le dispositif propose des prix réduits et variables selon les ressources.
- ▶ **Lutte contre le gaspillage alimentaire :** le dispositif permet de participer aux politiques de réduction des déchets car une partie des denrées provient de surplus et d'invendus (56 tonnes).



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Direction Déchets	Lutte contre le gaspillage alimentaire	→ Soutien financier
	MIN d'Angers	Valorisation des invendus	→ Source d'invendus ou de surplus
POLITIQUE ACTION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE	CCAS d'Angers	<ul style="list-style-type: none"> ● Équilibre alimentaire ● Soutien aux familles en difficulté financière 	→ Soutien financier et suivi du projet
POLITIQUE CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS		Création de vie sociale	
POLITIQUE EMPLOI	Jardin de Cocagne Angevin	Insertion professionnelle	→ Mise en œuvre du projet

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Mutualisation des compétences et des moyens**
des différents partenaires privés et publics : entreprises d'insertion, grossistes, producteurs, fondations...
- Une véritable **volonté politique**.
- **Un partenariat solide** : collectivité, association pilote, acteurs du territoire, institutions.
- **Une organisation collective lisible et active** : comité stratégique, de suivi, technique...
- **Des moyens humains et financiers non négligeables** : 10 ETP salariés, 100 bénévoles.
- **Une bonne maîtrise de la logistique**.



Communauté d'agglomération Sarreguemines Confluences

ZÉRO PHYTO POUR LES SERVICES



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

La Communauté d'agglomération (CA) Sarreguemines Confluences a adopté en 2009 une démarche active de développement durable du territoire. Cette démarche se traduit notamment par une **volonté d'éco-exemplarité** de la part de l'EPCI en **matière de zéro phyto et de gestion durable des espaces communautaires**. Dans ce cadre, la Communauté d'agglomération fait la **promotion des bonnes pratiques de gestion des espaces verts** sur l'ensemble du territoire. Elle accompagne les ménages des communes de la CA et les professionnels, en fournissant des alternatives durables.

Contacts

- **CA Sarreguemines Confluences :**
christelle.feisthauer@agglo-sarreguemines.fr
- **ADEME :**
julien.ruaro@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- **Mise en cohérence et complémentarité entre différents projets territoriaux :** plan climat-air-énergie territorial et programme local de prévention des déchets.
- **Effet d'entraînement de nouvelles actions :** services communaux qui s'intéressent aux techniques alternatives, « grainothèque » à la médiathèque.
- **Sensibilisation étendue à d'autres acteurs du territoire que les services de la CA :** communes membres de la CA, paysagistes, ménages.

	Une logique gagnant-gagnant		
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE ENVIRONNEMENT	Direction des services techniques	Promouvoir les productions et les consommations responsables	→ Consignes à appliquer par les services techniques
POLITIQUE CLIMAT PRÉVENTION DES DÉCHETS	Service PCAET/PLPD	Faire de la prévention qualitative des déchets	→ Sensibilisation du grand public, des professionnels des espaces verts et des communes membres
POLITIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	Direction générale	Développer des ZAC attractives	→ Intégration des zones humides, vertes protégées et ZNIEFF dans les zones d'activités
POLITIQUE CULTURELLE	Médiathèque	Sensibiliser le grand public par la culture	→ Prêt de films et de livres, « grainothèque »
POLITIQUE ESPACES VERTS	Service Bâtiment	Améliorer la gestion des espaces verts : bâtiments communautaires	→ Mise en application des consignes
	Service Voirie	Améliorer la gestion des espaces verts : zones d'activités économiques et pistes cyclables	
	Service Assainissement	Améliorer la gestion des espaces verts : stations d'épuration	
	Professionnels espaces verts	Fournir un service adapté à la demande, valoriser les savoir-faire	→ Proposition de solutions alternatives

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique volontaire depuis 2009.**
- **La gouvernance :**
 - Une démarche transversale, avec une direction des services techniques et un élu, moteurs de l'action,
 - Suivi régulier des actions en interne et comité de pilotage annuel des partenaires du plan climat.
- **Les contributions des différents services.**

Ils l'ont fait !

“ La Communauté d'agglomération s'est résolument tournée vers une démarche active de développement durable depuis 2009. L'alternative à l'utilisation de produits phytosanitaires est un des sujets abordés par notre plan climat. Cela prouve que la prise en compte des problèmes environnementaux, climatiques et énergétiques, est applicable à d'autres politiques publiques prioritaires gérées par notre EPCI comme le développement économique, ou encore la gestion du patrimoine bâti. ”

Jean-Bernard BARTHEL,
Vice-président de la Communauté d'agglomération

ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Energie

Communauté de communes de l'Ernée

LE MARCHÉ AUGMENTE SA FRÉQUENTATION ET COMPLÈTE L'OFFRE DE RÉEMPLOI



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Le Centre intercommunal d'action sociale a mis en place avant 2011 un projet de vestiaire pour les populations défavorisées du territoire dans un projet « La p'tite boutique » : revente à moins de 2 € par vêtement. Ce projet permet le réemploi de textiles. Fin août 2014, en lien avec l'animatrice Cœur de ville du service Marchés de la Commune d'Ernée, un vide-dressing a été organisé avec les acteurs du réemploi. Il répond au besoin d'**animation du Cœur de ville** et à la **création de lien social**. Les personnes disposent de bons d'achat dans les commerces de centre-ville ou du marché en échange d'un apport de vêtements. Ces vêtements sont redonnés à « La p'tite boutique » et au Relais.

Contacts

- **Communauté de communes de l'Ernée :**
l.quentin@lernee.fr
- **ADEME :**
gaetane.gergaud@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **La fréquentation du marché a augmenté** (malgré une météo pluvieuse) : les commerçants sont prêts à renouveler l'opération en 2016.
- ▶ **Une offre complète sur le réemploi :**
817 kg apportés par 72 personnes ; dynamisation de « La p'tite boutique », développement de caissons de réemploi en déchèteries.
- ▶ **Mutualisation des moyens** pour la communication en partenariat avec 5 collectivités du Pays de Haute-Mayenne.
- ▶ **Développement de nouvelles actions :** développement d'un chantier « Argent de poche » (financement de demi-journées de travaux de jeunes) pour la customisation des bennes de réemploi par la Communauté de communes de l'Ernée.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Service Environnement, « La p'tite boutique » (CIAS), Emmaüs	<ul style="list-style-type: none"> ● Développer le réemploi ● Sensibiliser les citoyens ● Mobiliser des acteurs locaux 	➔ Sensibilisation : plaquettes
POLITIQUE ACTION SOCIALE	« La p'tite boutique » (CIAS)	Apporter une offre de vêtements peu chers à des publics défavorisés	➔ Animation du stand et du vide-dressing
POLITIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	Commune d'Ernée, service des Marchés	Créer du lien social	➔ Mise à disposition de l'animatrice Cœur de ville et animation via des bons d'achat sur le stand
		Développer une animation cœur de ville autour du commerce	



LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Le rôle de catalyseur** du service Environnement, en lien avec les différents services de la Communauté de communes, les acteurs de terrain et les services de la commune.
- **Le rôle de coordination** des actions reconnu par les différents acteurs et la cohérence de la politique réemploi.
- **Un apprentissage à travailler ensemble** qui permet d'envisager de nouvelles actions.



Ils l'ont fait !

“ Avec la mise en place de « La p'tite boutique » par le CIAS, la coopération entre nos services d'Action sociale et Déchets ménagers était évidente. Nous avons ainsi pu élargir notre communication par de nouveaux partenariats, que ce soit avec le service Cœur de ville de la Commune d'Ernée ou encore Emmaüs (Le Relais) qui ont bien voulu s'intégrer dans notre projet pour des résultats positifs : c'est ainsi qu'est née l'opération vide-dressing qui a permis de collecter plus d'une tonne de textiles qui bénéficieront d'une seconde vie pour les familles à fragilité sociale. ”

Étienne Gauffre,
Directeur de la Communauté de communes de l'Ernée





Communauté de communes du Kreiz-Breizh

24 ÉVÉNEMENTS ACCOMPAGNÉS DANS UNE DÉMARCHE DE RÉDUCTION DES DÉCHETS EN 2015



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Dans le cadre de son accompagnement des manifestations touristiques du territoire (culturelles, sportives...), le service Tourisme de la Communauté de communes du Kreiz-Breizh (CCKB) a établi une charte de **soutien aux événements touristiques**, signée par les associations organisatrices. Pour **inclure l'enjeu du développement durable** (sensibilisation aux enjeux environnementaux, prévention et tri des déchets...), les services Tourisme et Déchets de la collectivité se sont rapprochés. Ce rapprochement a permis d'inscrire cette action dans le programme local de prévention des déchets de la CCKB pour favoriser et pérenniser les mesures de prévention menées sur les festivals de la Communauté de communes.

Contacts

- **Communauté de communes du Kreiz-Breizh :**
e.vidament@cckb.fr
- **ADEME :**
stephane.lecointe@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Une dynamique interassociative accrue :** les réunions annuelles permettent l'échange de bonnes pratiques entre les associations qui s'entraident dès lors sur la prévention des déchets.
- ▶ **Une montée en compétence des associations sur la prévention des déchets :** cette action permet aux organisateurs de développer leurs compétences en prévention et gestion des déchets, ce qui tend à pérenniser l'action.
- ▶ **Mutualisation des actions :** le service Tourisme, via l'intégration d'enjeux de prévention dans sa charte événements, permet au service Déchets d'atteindre un nouveau public cible.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Service Déchets	Permettre la réduction des déchets produits sur les événements et festivals	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Formation des acteurs à la prévention et au tri des déchets ➔ Apport d'une expertise déchets sur l'organisation de l'événement ➔ Évaluation des actions en fin de manifestation
	Associations	<ul style="list-style-type: none"> ● Obtenir des financements ● Faciliter la logistique (rangement, approvisionnement...) 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise à disposition de ses moyens humains (bénévoles)
POLITIQUE CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORT	Service Tourisme	Accompagner l'organisation des événements touristiques	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Subvention des événements

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique fort** au niveau de la Communauté de communes.
- **Un encadrement rapproché** : une réunion annuelle entre le service Déchets et les associations facilite l'accompagnement et permet un temps d'échanges entre les organisateurs d'événements.
- **Suivi et capitalisation des actions** : le financement en deux temps (en début et en fin d'événement) permet d'accroître l'efficacité des actions de prévention des déchets sur les festivals. Le contrôle permet d'évaluer l'action mais aussi d'avoir un retour sur les problèmes rencontrés sur le terrain par les associations.

Ils l'ont fait !

“ L'implication et l'accompagnement de la CCKB (élus, techniciens) et la responsabilisation de la société civile ont permis d'arriver à la préservation remarquable du site, une gestion performante des déchets (réduction et tri) et une dynamique associative et interassociative. ”

Bernard Gautier,
Président de Guerlédan Sports Nature



ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Communauté de communes de la Vallée de Kaysersberg

MOINS 25 % DE CHARGES DE GESTION DES DÉCHETS POUR LES MÉNAGES AVEC LE COMPOSTAGE COLLECTIF



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

La Communauté de communes de la Vallée de Kaysersberg a souhaité proposer aux habitants d'habitats collectifs (HLM et habitats privés) la mise en place de **sites de compostage partagé** (en pied d'immeubles ou au sein d'un quartier, lotissement ou hameau). Par ailleurs, les bailleurs sociaux y ont vu un intérêt pour les locataires qui peuvent ainsi **réduire leurs charges de gestion des déchets**, calculées au prorata du volume des déchets produits et du nombre de levées de la poubelle.

Contacts

- **CC Vallée de Kaysersberg :**
prevention.tri@cc-kaysersberg.fr
- **ADEME :**
claud.nicloux@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Soutien aux familles en difficulté financière :** le compostage partagé permet aux habitants de valoriser *in situ* leurs biodéchets de cuisine, leurs ordures ménagères et ainsi leur facture (redevance incitative).
- ▶ **Création de lien social :** le projet permet de créer des lieux de rencontre pour les habitants et favorise l'échange entre guides-composteurs au sein d'un réseau.
- ▶ **Substitution du terreau fertile issus des composts.** De plus, les bacs de matériaux structurants sont alimentés par du broyat de branches, provenant des opérations de broyage par une association d'insertion dans les déchèteries.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Service Déchets, ADEME, Conseil départemental, communes, guides-composteurs	Valoriser les biodéchets des habitats collectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise en œuvre et suivi du projet, mise à disposition du matériel et formation des guides-composteurs et des habitants ➔ Mise à disposition de l'espace et accompagnement des guides-composteurs ➔ Gestion des sites et accompagnement des habitants ➔ Assistance méthodologique et soutien financier
POLITIQUE ACTION SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE	CCAS des villes, bailleurs sociaux	<ul style="list-style-type: none"> ● Alléger la facture de gestion des déchets des habitants ● Rapprocher les habitants 	➔ Relais de communication
POLITIQUE HABITAT	Office HLM, bailleurs sociaux	Alléger la facture de gestion des déchets des habitants	

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Implication des familles et guides-composteurs** pour assurer la qualité de la matière première.
- **Un partenariat solide** avec les bailleurs sociaux, les résidents, les collectivités et les guides-composteurs.

Ils l'ont fait !

“ Proposer aux habitants de se retrouver autour d'un projet commun, celui de valoriser ses déchets organiques d'une part et de réduire la facture de sa poubelle d'autre part, voilà l'idée du compostage collectif. Et pour les ménages les plus modestes, ce système propose une solution simple et naturelle d'extraire une partie de ses déchets en bas de son immeuble. Les bailleurs sociaux ont compris l'intérêt de la démarche et ont soutenu la mise en place de ce dispositif. Et bien sûr, un site de compostage collectif vit grâce à l'implication de ses usagers et au suivi par les guides-composteurs. ”

Henri Stoll,
Vice-président de la Communauté de communes de la Vallée de Kaysersberg

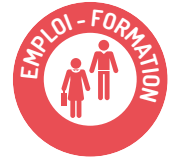
ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Energie

Conseil départemental de l'Eure

COURS DE CUISINE ANTIGASPILLAGE POUR LES PUBLICS DÉFAVORISÉS : 31 STRUCTURES FORMÉES



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Dans le cadre de son plan de prévention des déchets, le Conseil départemental de l'Eure a conçu et diffusé une formation intitulée « Comment organiser des ateliers cuisine zéro déchet » à destination du personnel des structures sociales (Unité territoriale d'action sociale, IMP...) qui s'engagent, par la suite, à organiser des ateliers auprès de leur public (a minima organisation de 3 ateliers par an). Ce projet est mis en place pour répondre à un double besoin :

- sensibiliser le public défavorisé aux actions de **lutte contre le gaspillage alimentaire** pour la politique déchets de la collectivité,
- sensibiliser le public défavorisé aux **bonnes pratiques alimentaires** et faire face à un manque de personnel qualifié sur la prévention des déchets au sein de leurs organismes pour les structures sociales.

Contacts

- **Conseil départemental 27 :**
pauline.ozou@eure.fr
- **ADEME :**
dominique.posiadol@ademe.fr

DÉPARTEMENT DE
L'EURE

Réseau **A3P**TM

LES BÉNÉFICES

- ▶ **Augmentation** de la portée de l'action et **démultiplication** du message en utilisant des relais en contact direct avec le public cible (structures sociales).
- ▶ **Optimisation de la pérennité** de l'action grâce au transfert de compétences entre la politique Déchets de la collectivité et les structures sociales.
- ▶ **Création de lien social** à partir de la prévention des déchets.

Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Direction Déchets	Sensibiliser le public à la lutte contre le gaspillage alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> → Organisation en amont de l'action (analyse du besoin, recrutement des structures volontaires...) → Apport de contenus (création de la formation, des supports de communication, animation de la partie théorique...) → Suivi de l'action
POLITIQUE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITÉ	Structures sociales (UTAS, IMP...)	Accompagner les personnes défavorisées dans la résolution des difficultés de la vie quotidienne	<ul style="list-style-type: none"> → Suivi de l'action et intégration dans le PCAET
POLITIQUE ENVIRONNEMENT	Direction Environnement	Réduire les impacts environnementaux grâce à la prévention (action du PCAET)	<ul style="list-style-type: none"> → Organisation des ateliers auprès des habitants → Relais privilégiés de la cible → Soutien logistique (prêt de salle...)

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Le portage opérationnel** par l'agent du Conseil départemental portant le plan territorial de prévention des déchets.
- **La gouvernance :**
 - Recrutement des structures sociales volontaires en amont du projet,
 - Suivi et accompagnement des structures sociales après la formation pour renforcer la pérennité de l'action.



Ils l'ont fait !

“ Près de 34 % des structures sociales n'ayant jamais organisé d'ateliers sur la prévention des déchets évoquent un manque de personnel qualifié. En formant ces structures, nous démultiplions les messages de prévention en répondant à un besoin du public cible. ”

Pauline Ozou,
Responsable de projets prévention déchets au Conseil départemental

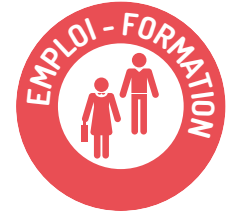


ADEME

Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Conseil départemental de Maine-et-Loire

17 STRUCTURES DE L'ESS* SENSIBILISENT LES CITOYENS AVEC 66 EMPLOIS AIDÉS



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

La direction Environnement et Cadre de vie du Conseil départemental de Maine-et-Loire, qui porte un plan de prévention des déchets a ciblé des actions de sensibilisation de publics cibles et des **soutiens aux acteurs de l'ESS dans le réemploi**. Le service Insertion et Habitat en charge des aides aux emplois gère un observatoire de l'ensemble des structures d'insertion aidées : en 2013, l'aide a concerné 66 emplois dans 17 structures pour 267 k€ versés. En sollicitant le service Insertion et Habitat pour **identifier les structures d'insertion du territoire** proposant des produits réemployables à tous les publics (et pas les seuls publics en situation précaire), la direction Environnement et Cadre de vie a mobilisé les acteurs de la prévention des déchets pour **monter des journées « Les bons jours de l'occasion »** pendant lesquelles les boutiques présentaient leur offre de réemploi.

* ESS : économie sociale et solidaire

Contacts

- **Conseil départemental 49 :**
am.michaud@maine-et-loire.fr
- **ADEME :**
gaetane.gergaud@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Développement d'autres actions de réemploi à d'autres niveaux territoriaux :** mise en place de caissons de réemploi en déchèterie pour capter davantage de gisement, développement par le Conseil départemental de 10 ateliers de corréparation dans les territoires.
- ▶ **Développement de nouvelles actions transversales avec l'ESS :** broyage à domicile de déchets verts (actions locales dans les territoires).
- ▶ **Augmentation des structures participantes** à cette action : 17 en 2013 et 21 en 2014.
- ▶ **Augmentation de la fréquentation des boutiques** et modification des horaires d'ouverture pour mieux répondre à la demande des clients.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Direction Environnement et Cadre de vie du Département	<ul style="list-style-type: none"> ● Sensibiliser les publics cibles au réemploi ● Mieux valoriser l'offre de l'ESS 	→ Développement des outils de communication, médiateur de la rencontre des structures et identification des besoins
	Collectivités avec programme local de prévention	Réduire les quantités de déchets	→ Présence sur le terrain
POLITIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	Boutiques ESS	Augmenter le nombre de clients	→ animateurs de l'action
POLITIQUE EMPLOI	Direction du Développement sociale et des Solidarités, service Insertion et Habitat	Développer l'insertion via l'ESS	→ Aide à l'identification des structures

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Le rôle d'initiateur et de facilitateur** du responsable prévention des déchets du Conseil départemental.
 - **Le rôle de fédérateur** du Conseil départemental pour une plus grande visibilité de l'action.
 - **Le relais opérationnel** des chargés de mission prévention des déchets localement
- Des rencontres entre les acteurs de terrain (porteurs des PLPD et structures ESS) avant et après chaque opération.



Ils l'ont fait !

“ Le développement durable, la réduction des déchets, la cohésion sociale et la solidarité, sont d'abord une affaire d'hommes et de femmes qui, au quotidien, se sentent concernés par l'avenir de la planète à travers l'engagement de démarches concrètes, pratiques, simples et opérationnelles. Cela donne du sens à notre travail tout en nous permettant de relever le défi d'un monde à protéger. ”

Marie-Jo Hamard,
Vice-présidente en charge de l'Environnement et du Cadre de vie au Conseil départemental



Retour sommaire :
→ géographique
→ thématique



Téléchargez cette fiche

ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Conseil départemental de la Mayenne

6 COLLÈGES DIMINUENT PAR 2 LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE : 30 000 EUROS ÉCONOMISÉS



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Dans le cadre du volet « gaspillage alimentaire » de son PLPD, le Conseil départemental de la Mayenne a développé des actions de **sensibilisation dans un collège test**. La direction de l'Enseignement avait déjà, par son pôle Restauration, cherché à travailler sur la **formation des cuisiniers et leur montée en compétence sur la qualité des repas**. En travaillant ensemble, les deux directions ont mis en place un ensemble d'actions dans les collèges : pesées quotidiennes, sensibilisation d'élèves motivés faisant remonter leurs propositions et mise en œuvre opérationnelle d'actions comme la mise en place du « rab ».

Contacts

- **Conseil départemental 53 :**
delphine.montagu@lamayenne.fr
- **ADEME :**
gaetane.gergaud@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Mise en cohérence et complémentarité entre différents enjeux :** amélioration continue et montée en compétence des cuisiniers, enseignement de l'environnement, qualité des repas, insertion des femmes, circuits courts.
- ▶ **Tous les acteurs scolaires sont mobilisés :** équipes techniques, enseignants, élèves.
- ▶ **La boucle se boucle :** la réduction du gaspillage alimentaire permet, via les marges dégagées (30 k€/an grâce à une réduction de 50 % du gaspillage), de travailler sur les circuits courts (approvisionnement à plus de 40 % localement), qui eux-mêmes permettent de réduire le gaspillage alimentaire (diminution de la réduction à la cuisson des légumes).
- ▶ Le développement des circuits courts a permis d'étendre les activités d'**un chantier d'insertion pour femmes**, « La Légumerie 53 ».
- ▶ **Élargissement de cette synergie :**
 - aux Communautés de communes avec 2 collectivités pilotes sur le gaspillage alimentaire dans le cadre de « Territoire zéro déchet, zéro gaspillage »,
 - projets sur le gaspillage alimentaire avec d'autres acteurs de la restauration collective.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Direction de l'Environnement	<ul style="list-style-type: none"> ● Réduire les quantités de déchets alimentaires gaspillés ● Sensibiliser les élèves 	→ Animation de la sensibilisation
POLITIQUE ENSEIGNEMENT	Éducation nationale	Rendre concret l'enseignement à l'environnement	→ Exemple concret du développement durable enseigné en cours
	Direction de l'Enseignement, cuisiniers, pôle restauration	<ul style="list-style-type: none"> ● Développer la qualité de l'alimentation ● S'approvisionner à 50 % en produits mayennais ● Accompagner les pratiques des cuisiniers 	<ul style="list-style-type: none"> → Management de projet avec les différents acteurs (cuisiniers, gestionnaires des budgets) → Guidage dans les solutions techniques → Mise en pratique → Facilitateurs de la mise en place de la démarche
POLITIQUE EMPLOI	Légumerie 53	Développer une activité d'insertion pour les femmes	→ Fourniture de produits locaux et de qualité

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique des élus** (notamment dans la démarche circuits courts) en appui de l'animateur du plan de prévention des déchets et de la direction Enseignement.
- **Le dialogue commun** entre la direction Environnement et la direction Enseignement.
- **Une démarche projet.**
- Une vraie **prise en main** de la problématique par la direction Enseignement.

Ils l'ont fait !

“ Chaque année, les collèges publics préparent plus d'un million de repas. C'est pourquoi le Conseil départemental a entrepris de lutter contre le gaspillage alimentaire. Les résultats montraient en 2014 que, chaque jour, 125 g / élève de denrées consommables étaient jetés. Le surcoût a été estimé à 190 k€ par an. Des actions ont été engagées dans plusieurs établissements. Ainsi, au collège Pierre-Dubois-de-Laval, les actions entreprises avec une cinquantaine d'élèves ont permis une réduction de 34 % des restes de repas. Des cuisiniers ont été sensibilisés afin de mieux doser les portions. Pour rendre encore plus efficaces nos actions, les pesées de repas ont été généralisées à la quasi-totalité des collèges publics dès 2014. ”

Marie-Cécile Morice,
Présidente de la commission Enseignement
du Conseil départemental, en 2014

ADEME


 Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Conseil départemental du Puy-de-Dôme

GASPILLAGE ALIMENTAIRE : 40 % DE RÉDUCTION PAR LA SENSIBILISATION DES COLLÉGIENS



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Partant du constat que le gaspillage alimentaire est lourd de conséquences sur les plans économique, environnemental, social et éthique, le service Politique des déchets et le laboratoire vétérinaire et biologique du Conseil départemental du Puy-de-Dôme accompagnent les établissements volontaires dans la **promotion de la lutte contre le gaspillage alimentaire** (action inscrite dans le plan de prévention des déchets de la collectivité). Ils sont aidés en cela par le Collectif régional d'éducation à l'environnement d'Auvergne (CREEA) qui assure l'animation des équipes, qu'elles soient éducatives, pédagogiques ou de cuisine, visant ainsi à la **sensibilisation des collégiens** sur tous les aspects de l'alimentation. En 2014-2015, ce sont 12 collèges qui se sont engagés dans ce qui doit être un véritable projet d'établissement. Le territoire compte 57 établissements.

Contacts

- **Conseil départemental 63 :**
stephane.bazoud@puy-de-dome.fr
- **ADEME :**
ademe.auvergne@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **La prévention comme levier d'éducation à l'environnement :** la lutte contre le gaspillage alimentaire permet de sensibiliser l'élève grâce à la prise de conscience de ce qu'il jette (revalorisation de l'aliment et de l'acte de manger).
- ▶ **Effet « boule de neige » :** la lutte contre le gaspillage alimentaire permet, via les marges dégagées, de travailler sur les circuits courts avec les producteurs locaux via la plateforme internet Agrilocal, de mise en relation directe des structures de restauration collective et des producteurs locaux, développée par le service agricole du Conseil départemental 63.
- ▶ **Mise en cohérence des politiques :** l'action permet de faire naître une synergie en interne entre les différents services de la collectivité Déchets, Collèges, Environnement.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Service Déchets du Conseil départemental	Sensibiliser les personnels et les élèves au gaspillage alimentaire pour réduire les coûts liés à la restauration	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Pilotage ➔ Coordination du dispositif
	Laboratoire vétérinaire et biologique du Conseil départemental	Faciliter les démarches de gestion innovantes dans les collèges	➔ Formation dans la phase diagnostic et en appui technique culinaire
POLITIQUE ENVIRONNEMENT	CREEA	Diffuser l'éducation à l'environnement	➔ Animation de la démarche pour le compte du Conseil départemental
	Direction des Collèges du Conseil départemental	Mobiliser et animer le réseau restauration dans les collèges	➔ Lien entre les actions initiées et les équipes des collèges
POLITIQUE ENSEIGNEMENT	Collèges	Rendre concrète l'éducation à l'environnement et développer la citoyenneté	➔ Mise en place d'actions diverses sur la thématique (expositions, création de classes ambassadrices...)



LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Travailler en étroite collaboration** entre les services compétents sur la prévention des déchets et les services ayant des contacts privilégiés dans les collèges.
- **Mobiliser les relais opérationnels** (agents en cuisine, professeurs, équipe pédagogique...) dans les établissements grâce à la mise en place d'un comité de pilotage par établissement.
- **Impliquer un prestataire externe expert** sur le sujet, le Collectif régional d'éducation à l'environnement d'Auvergne (CREEA).



ADEME


 Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Energie

Conseil départemental de la Somme

150 BÉNÉFICIAIRES DU RSA SENSIBILISÉS AUX GESTES DE RÉDUCTION DES DÉCHETS EN 2014 ET 2015



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

En 2011, la direction générale adjointe (DGA) Développement des territoires, met en œuvre un plan départemental de prévention des déchets (PLPD). Il vise notamment à **sensibiliser différents publics cibles aux gestes de réduction des déchets, dont les bénéficiaires du RSA.**

Par ailleurs, en 2013, dans le cadre du programme départemental d'insertion 2012-2014, la DGA Solidarités met en place des **modules d'insertion sociale (MIS)**. Ces modules, animés par des associations prestataires, constituent des espaces d'expression et d'échanges visant à rendre autonomes les bénéficiaires du RSA dans la gestion de leur quotidien. Elle vise aussi à les accompagner dans la construction et la mise en œuvre de leur parcours d'insertion.

Aussi en 2013, le sous-module « vie quotidienne » a intégré la **sensibilisation aux gestes de réduction des déchets présentant un bénéfice économique**, avec notamment, sur certains territoires, la visite d'installations de traitement de déchets ou de structures d'insertion de type recycleries.

LES BÉNÉFICES

- ▶ **La sensibilisation à la prévention de nouveaux acteurs relais (animateurs des associations prestataires)** qui connaissaient peu la thématique prévention des déchets.
- ▶ **Effet d'entraînement de nouvelles actions :** une réflexion est en cours au sein de la DGA Solidarités sur une nouvelle utilisation de la thématique prévention des déchets dans le cadre des jardins collectifs du Conseil départemental.
- ▶ **Les EPCI porteurs de plans locaux de prévention des déchets sont associés à la démarche.** Les animateurs du MIS sont mis en relation avec les animateurs du PLPD.

Contacts

● **Conseil départemental 80 :**
f.picot@somme.fr

● **ADEME :**
aline.blin@ademe.fr



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	DGA Développement des territoires, direction de l'Environnement	Sensibiliser un public cible connu comme difficile à mobiliser sur le thème de la prévention des déchets	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Formation des associations ➔ Création d'outils de sensibilisation avec les EPCI ➔ Élaboration d'une charte d'engagement
POLITIQUE SOCIALE ET D'INSERTION	DGA Solidarités, direction de l'Insertion et du Logement, associations prestataires, EPCI ayant un PLPD sur le territoire	Accompagner les bénéficiaires de minima sociaux à la gestion de leur budget et les sensibiliser au développement durable	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Intégration dans le marché « Module d'insertion sociale » d'une clause sur la sensibilisation aux gestes de réduction des déchets ➔ Formation des bénéficiaires de minima sociaux et organisation de visites de sites ➔ Contribution à la formation des bénéficiaires de minima sociaux

🔑 LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un travail collaboratif entre les deux DGA** via le porteur de projet du plan départemental de prévention des déchets et la chargée de projet Insertion sociale pour bien définir le projet.
- **La gouvernance** : une construction commune sur l'approche pédagogique du public cible entre l'animateur du PLPD, les EPCI et les associations prestataires.
- **Une charte d'engagement aux gestes de prévention des déchets, développée en collaboration avec les EPCI**, proposée aux bénéficiaires de minima sociaux à la fin de chaque animation afin de formaliser leur engagement dans la démarche.



ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Conseil régional Île-de-France

PRÉVENTION DES DÉCHETS : 47 LYCÉES PILOTES



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

La Région Île-de-France, dans le cadre du plan régional de réduction des déchets Île-de-France (PREDIF) et de son Agenda 21, a souhaité proposer aux **communautés lycéennes franciliennes d'être actrices d'un projet écoresponsable inscrit dans la vie de l'établissement** et permettant de réduire les impacts environnementaux : gestion responsable de l'établissement, promotion des comportements écocitoyens... Une collaboration s'est faite au sein du Conseil régional entre :

- la direction de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Énergie,
- l'unité Lycées, avec différents services concernés.

Grâce à cette collaboration, 47 lycées ont été accompagnés sur la thématique prévention et gestion des déchets entre 2011 et 2015. Un guide « Mon lycée écoresponsable » a été édité pour faciliter la généralisation des bonnes pratiques à l'ensemble des lycées d'Île-de-France. Ce guide est disponible :

<http://lycees.iledefrance.fr/jahia/Jahia/site/lycee/pid/4916>

LES BÉNÉFICES

- ▶ **Impact sur l'organisation interne de la collectivité vers une meilleure transversalité :** déclouonnement des services du Conseil régional par une démarche de travail transversale en mode « projet », impliquant plusieurs services de l'unité Lycées et la direction de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Énergie.
- ▶ **Création d'un dialogue entre les établissements :** mise en réseau des lycées engagés dans la démarche.
- ▶ **Pérennisation des travaux :** une charte d'engagement entre les lycées volontaires et le Conseil régional Île-de-France est signée pour 2 ans. Ces projets ont été renforcés localement grâce à leur intégration dans des programmes locaux de prévention des déchets.

Contacts

- **Conseil régional Île-de-France :**
emilie.belot@iledefrance.fr
edouard.lemaire@iledefrance.fr
- **ADEME :**
valerie.plet@ademe.fr

 **îledeFrance**

Réseau **A3P**TM



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Direction de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Énergie (DEAE) du Conseil régional	Sensibiliser à la prévention et à l'optimisation de la gestion des déchets des lycées	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Moyens financiers (via le PREDIF) pour l'accompagnement, via des prestataires, des lycées engagés ➔ Moyens humains pour le suivi des projets et un appui technique
POLITIQUE ENSEIGNEMENT	Unité Lycées du Conseil régional	Mobiliser les lycées dans des démarches écoresponsables	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Relais privilégié vers les lycées ➔ Soutien technique et mise à disposition de moyens (équipements...)
	Lycées franciliens	<ul style="list-style-type: none"> ● Réduire les quantités et le coût de gestion des déchets ● Mettre en place des projets pédagogiques de développement durable 	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mobilisation de moyens humains et de moyens matériels (salles...)

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique appuyé** autour de la démarche « lycées écoresponsables ».
- **La gouvernance :**
 - ➔ Bonne transversalité entre différents services du Conseil régional,
 - ➔ Moyens financiers et humains mis en place par la direction de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Énergie et les services de l'unité Lycées.
- **Mutualisation et partage des bonnes pratiques entre les établissements** (réunion mi-parcours, journées de restitution, réunions et outils de partage de retours d'expérience, échanges entre les lycées engagés dans la démarche...).
- **Accompagnement personnalisé et adapté aux projets des lycées :** les établissements peuvent choisir les thématiques qui les intéressent suivant un système à la carte.

Ils l'ont fait !

“ La démarche « Lycées écoresponsables » a renforcé le travail en transversalité entre les services de l'unité Lycées et la direction de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Énergie. Les projets améliorent la gestion environnementale des établissements (réduction des consommations énergétiques, meilleure gestion des déchets, produits biologiques...), tout en impliquant les lycéens, les équipes pédagogiques et techniques afin de développer l'écocitoyenneté de chacun. L'objectif est désormais de poursuivre cette démarche en l'étendant aux CFA franciliens. ”

Delphine Pelade,
Directrice de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Énergie au Conseil régional Île-de-France

Retour sommaire :

- ➔ géographique
- ➔ thématique



Téléchargez cette fiche



ADEME

Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Espace Entreprise 53

"J'ÉCODÉVELOPPE" : 8 ENTREPRISES ENGAGÉES ET 80 RÉPAR'ACTEURS LABELLISÉS



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

L'action est née d'un partenariat en 2012 entre le Conseil départemental et la Maison de l'emploi visant à **faire de l'environnement un des leviers du développement des entreprises et de l'emploi** en Mayenne. Cette ambition s'est ensuite étendue à l'ensemble des partenaires économiques jusqu'à se traduire par un plan d'actions départemental fédérateur pour le **développement de l'économie verte**. L'économie verte est un des leviers pour la compétitivité et la performance des entreprises, permettant d'identifier de nouveaux axes de création de valeur et de répondre aux enjeux très concrets de maîtrise voire de réduction des coûts, d'accroissement de parts de marchés, d'image de marque et de différenciation ou encore d'anticipation des réglementations.

Contacts

- **Espace Entreprise 53 :**
a.perrinel@mayenne-expansion.com
- **ADEME :**
philippe.vincent@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **État des lieux départemental** des emplois liés aux éco-activités et des atouts du territoire pour prendre le virage de l'économie verte (savoir-faire d'entreprises, ressources naturelles).
- ▶ **Un engagement formalisé** de tous les acteurs du territoire.
- ▶ **Un comité de pilotage** constitué de tous ces acteurs permettant de **faire émerger des projets** liés à l'économie verte sur le territoire et d'assurer de la **transversalité** dans les projets.
- ▶ **De l'ambition à l'action :** la réalisation **concrète** d'actions impliquant les entreprises.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Conseil départemental, ADEME	Amélioration de la performance environnementale des entreprises	→ Financement des projets et expertise technique
POLITIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	Conseil régional, Chambre de commerce et d'industrie, Chambre des métiers et de l'artisanat, Mayenne Expansion, Laval Mayenne Technopole (LMT), RDI Pays de Loire	Amélioration de la performance économique des entreprises	→ Animation du groupe de pilotage, et développement du portail entreprises du site www.ecomotives53.fr → Pilotage de l'action ÉcoproDDuire et accompagnement d'entreprises (maîtrise de l'énergie) → Labellisation de répar'acteurs et diagnostic énergie et déchets auprès des TPE → Challenge avec étudiants et entreprises pour des projets innovants écoconçus → Formations des développeurs économiques et animateurs prévention des déchets à l'écoconception

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Le décroisement** des filières et la **mise en synergie** de l'ensemble des acteurs.
- **La collaboration des chargés de missions Prévention des déchets et Économie** des collectivités sur la thématique écoconception.
- **Un pilote** chargé d'animer la dynamique départementale et de coordonner les initiatives.

Ils l'ont fait !

“ Entrependre une démarche sociétale responsable est au cœur de notre projet d'entreprise. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé très rapidement de souscrire à l'accompagnement proposé par la CCI 53 pour développer une démarche d'écoconception. En effet, nous approvisionnons des matières premières certifiées et nous adhérons à un éco-organisme pour la collecte et le recyclage des meubles usagés, mais nous n'avions aucun diagnostic pour nos gammes de produits. Grâce à cette démarche, nous disposons aujourd'hui d'un état des lieux précis et mesurable qui nous permet de nous inscrire dorénavant dans une démarche environnement en amélioration continue et ainsi contribuer toujours plus à la préservation de l'environnement. ”

Marie-Claude Buchard,
Directrice MBA Production (53)



ADEME


 Agence de l'Environnement
 et de la Maîtrise de l'Énergie

Grenoble-Alpes Métropole

11 MARCHÉS DEVIENNENT DES RELAIS D'INFORMATION SUR LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

La direction Collecte et Traitement des déchets voulait **sensibiliser les habitants au gaspillage alimentaire**, par la création d'un stand réutilisable dans de nombreux lieux et manifestations. Le service Économie de la Métropole voulait **redynamiser les marchés** par l'instauration d'un événement annuel d'une semaine permettant de présenter la diversité de leur offre (marchés du soir, marchés bio, marchés de producteurs locaux...), en mobilisant un autre service de la Métropole. L'action commune « Printemps des marchés » est donc née de ce **besoin conjoint de communication**. Cette action s'inscrit dans le programme FISAC (Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce) en partenariat avec les chambres consulaires, la collectivité et l'État. Elle vise, avec un stand qui ressemble à une cuisine et une animation par une association, à sensibiliser sur la bonne gestion des produits alimentaires et à proposer des recettes pour éviter le gaspillage alimentaire.

Contacts

- **Grenoble-Alpes Métropole :**
cecile.decombret@lametro.fr
- **ADEME :**
elsa.thomasson@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Apprentissage à travailler entre services** qui permet d'envisager de nouvelles actions.
- ▶ **Développement d'autres actions avec d'autres acteurs :** création de liens entre les commerçants sédentaires et non sédentaires par la dynamisation de l'action « Le pain, n'en perdez pas une miette » initiée entre la Métropole et la Chambre des métiers, les boulangers sédentaires et les communes.
- ▶ **Développement à venir de nouvelles actions avec les communes membres :** exemple « Gourmet Bag » sur la commune de Saint-Egrève.
- ▶ **Formalisation envisagée des actions dans les chartes d'engagements** des acteurs d'agendas 21 locaux et du plan climat-air-énergie territorial de la Métropole.
- ▶ **Mutualisation possible de moyens et réflexions en termes de mobilité interne** entre les messagers du tri et les animateurs de proximité du service Économie en lien avec les commerces.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Direction Collecte et Traitement des déchets	Sensibiliser au gaspillage alimentaire et réduire la quantité de déchets	→ Sensibilisation : création du stand, mise à disposition des supports et de personnel, d'animations
POLITIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	Service Économie	Mieux faire connaître et promouvoir les marchés et les petits commerces de proximité	→ Définition et pérennisation de l'événement du « Printemps des marchés »
POLITIQUE CULTURE	Association Feed'Art	Promouvoir la gastronomie en Isère par une approche culturelle, artistique et sociale	→ Chef présentant des recettes anti gaspi cuisinées sur place



LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Le rôle de catalyseur** du service Communication, commun aux deux services, qui a su mettre en relation les projets du service Économie.
- **Le rôle de coordination des actions** reconnu par les communes tant pour la gestion des marchés que pour la prévention des déchets.
- **Le relais opérationnel** des agents de proximité.



Feed'Art

Retour sommaire :

- géographique
- thématique



Téléchargez cette fiche

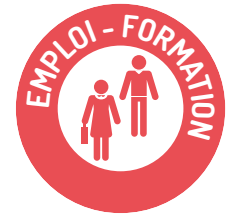
ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Locminé Communauté

11 EMPLOIS CRÉÉS POUR LA RECYCLERIE



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Locminé Communauté lance en 2010 le projet de création d'une recyclerie fonctionnant comme une structure d'insertion socio-professionnelle. Le gisement de Locminé Communauté seul n'étant pas suffisant pour le bon fonctionnement d'une telle structure, la Communauté s'est rapprochée des deux autres Communautés voisines : les Communautés de communes de Baud et de Saint-Jean. La recyclerie « Le Grenier » est finalement lancée fin 2011. Elle est depuis intégrée au programme local de prévention des déchets de Locminé. Ce projet de recyclerie permet une convergence d'intérêts pour :

- **la création d'une filière de réemploi sur le territoire** pour les services Déchet des trois Communautés de communes
- **la création d'activité pour les personnes très éloignées de l'emploi** (10 postes d'insertion et un poste d'encadrement créés) pour le Conseil départemental et d'autres acteurs publics (État et Europe).

Contacts

- **Locminé Communauté :**
st@locminecommunaute.com
- **ADEME :**
patrick.even@ademe.fr

LES BÉNÉFICES

- ▶ **Renforcement et poursuite de la collaboration entre les trois Communautés de communes à la suite de ce projet** en avance de phase sur la probable fusion de ces collectivités.
- ▶ **Un lieu indispensable :** premier acteur de la seconde vie des déchets sur le territoire, la recyclerie connaît un grand succès parmi la population et constitue un bon relais pour diffuser les messages de prévention des déchets (par exemple : organisation de visites des scolaires). En 2016, « Le Grenier » investit pour agrandir ses locaux.
- ▶ **Visibilité accrue pour le territoire :** « Le Grenier » a été consulté plusieurs fois par d'autres territoires au titre d'action exemplaire.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Les trois communautés de communes, Conseil départemental du Morbihan, Pays de Pontivy, Région, SITCOM-MI, ADEME	Réduire les déchets du territoire en promouvant le réemploi	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Gestion de la recyclerie ➔ Compétence déchèterie
POLITIQUE EMPLOI	État (DIRECCTE), Conseil départemental du Morbihan, Europe	Développer la réinsertion professionnelle (ESS)	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Financements ➔ Accompagnement et suivi de l'action
POLITIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE		Favoriser la création d'une nouvelle activité sur le territoire (réemploi)	



LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique fort :**
l'action est très soutenue localement puisque impliquant trois communautés de communes et intégrée dans un programme local de prévention des déchets.
- **La gouvernance :**
 - ➔ **Suivi politique :** une réunion annuelle regroupant les élus des trois communautés de communes, les techniciens, les partenaires sociaux et tous les partenaires financiers pour faire le bilan de l'année écoulée,
 - ➔ **Suivi opérationnel :** réunion trimestrielle en présence d'élus des trois communautés en charge de la recyclerie, de techniciens et de partenaires sociaux.



Ils l'ont fait !

“ Véritable vitrine de la prévention des déchets, la recyclerie a su se faire connaître et reconnaître depuis son ouverture au public fin 2011. La collaboration et l'implication de tous les partenaires techniques et financiers ont fait de ce projet une belle réussite, tant en termes environnementaux que sociaux. ”

Hélène Wallet,
Directrice des services techniques de Locminé Communauté





ADEME

Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Métropole Aix Marseille Provence Territoire Marseille Provence

LES RESSOURCERIES CRÉENT 18 EMPLOIS



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

La mise en œuvre de l'action « Favoriser le réemploi et la réparation » de son programme local de prévention des déchets a conduit la direction générale adjointe Propreté et Déchets du territoire à accompagner le déploiement à partir de 2014, des ressourceries en collaboration avec la direction de l'Habitat - Cohésion sociale, la direction de l'Économie et les bailleurs sociaux. Le déploiement de ressourceries doit permettre de :

- **favoriser le développement du réemploi et la réparation** inscrit dans le programme local de prévention des déchets pour la direction générale adjointe Propreté et Déchets,
- **offrir des emplois aux personnes des quartiers prioritaires** pour la direction de l'Habitat-Cohésion sociale,
- **dynamiser une zone d'activité économique** pour la direction de l'Économie,
- **diminuer la nuisance de la gestion des encombrants** pour les bailleurs sociaux.

Contacts

- **Métropole Aix Marseille Provence
Territoire Marseille Provence :**
vincent.ochier@marseille-provence.fr
- **ADEME :**
cecilia.florit@ademe.fr

MÉTROPOLÉ
AIX-MARSEILLE
PROVENCE

Réseau **A3P**TM

LES BÉNÉFICES

- ▶ **Mise en cohérence et complémentarité entre différents projets territoriaux :** plan climat-air-énergie territorial, contrat de ville, plan local de prévention des déchets... et sécurisation des projets de ressourceries.
- ▶ **Effet d'entraînement de nouvelles actions transversales :** déploiement du compostage collectif dans les jardins partagés en lien avec les bailleurs sociaux.
- ▶ **Poursuite de cette collaboration avec d'autres directions du territoire :** direction de la Commande publique et direction Informatique ; renouvellement du parc informatique.

Territoire Marseille Provence : Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Géménos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons

Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Direction Déchets	Sensibiliser les habitants à l'achat de produits d'occasion	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Communication via supports techniques et relais ➔ Financement des ressourceries et d'appels à projets ➔ Étude sur le déploiement du réemploi
POLITIQUE LOGEMENT, HABITAT ET DÉVELOPPEMENT URBAIN	Direction Habitat-Cohésion sociale	Favoriser le recrutement de personnes des quartiers prioritaires	➔ Financement des projets en lien avec la création d'emplois
	Bailleurs sociaux	<ul style="list-style-type: none"> ● Gérer les encombrants ● Diversifier l'activité des rez-de-chaussée d'immeubles 	➔ Mise à disposition de locaux
POLITIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	Direction de l'Économie	Favoriser l'implantation d'activités sur le territoire	➔ Identification de sites
POLITIQUE EMPLOI		Création d'emplois	

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique** des différents élus des politiques concernées en appui de l'animateur du programme local de prévention des déchets.
- **La gouvernance :**
 - ➔ L'animateur du PLP faisant partie de la direction générale adjointe Propreté et Déchets, facilitateur d'échanges entre les directions,
 - ➔ Des réunions une à deux fois par an pour fluidifier la transmission d'information et partager les priorités des deux directions.
- **Les contributions des directions et des bailleurs sociaux.**



Ils l'ont fait !

“ La complémentarité entre les directions est fondamentale pour promouvoir durablement des projets de réduction des déchets au sein de notre collectivité. Elle permet d'intégrer l'objectif de réduction des déchets, plutôt associé à la DGA Propreté, dans des démarches portées par les autres directions et de faciliter la recherche de financements et moyens. ”

Michel Poggetti,
Directeur général adjoint Propreté
Territoire Marseille Provence
Métropole Aix Marseille Provence





Morlaix Communauté

90 % DES CAMPINGS SENSIBILISÉS AU TRI ET À LA PRÉVENTION



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Pour agir sur les enjeux environnementaux et économiques de l'augmentation de la production de déchets sur le territoire de Morlaix Communauté pendant la saison touristique, la Maison du tourisme Baie de Morlaix Monts d'Arrée s'est rapprochée de la direction Collecte et Valorisation Déchets de Morlaix Communauté. Ensemble, ils montent une action à destination des gestionnaires de campings qui s'inscrit dans le programme local de prévention des déchets de Morlaix Communauté. L'action vise à **sensibiliser la clientèle des campings à un mode de consommation moins générateur de déchets et à un meilleur tri**. Ils accompagnent financièrement les campings volontaires dans leurs actions, développent des outils ainsi que des supports de communication, d'animation et de sensibilisation adaptés aux usagers ainsi qu'au personnel des campings : promotion des écocgestes, consignes de tri, compostage...

Contacts

- **Morlaix Communauté, Maison du tourisme Baie de Morlaix Monts d'Arrée :**
nh@tourisme-morlaix.fr
collecte.selective@agglo.morlaix.fr
- **ADEME :**
sophie.plassart@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Visibilité du territoire :** l'action a permis aux campings et au territoire de renvoyer une image cohérente et visible de tourisme durable. C'est un argument de promotion de la Baie de Morlaix.
- ▶ **Retombées économiques pour la collectivité :** l'augmentation des volumes détournés des ordures ménagères, par la meilleure gestion des conteneurs, et la sensibilisation sur les campings, par l'augmentation du tri, diminuent les coûts de gestion pour la collectivité et le nombre de conteneurs collectés par camping.
- ▶ **Pérennité de l'action :** une charte d'engagement sur 3 ans est mise en place entre les gestionnaires des campings, Morlaix Communauté et la Maison du tourisme pour valider le partenariat, définir les rôles et préciser les participations financières. Morlaix Communauté et la Maison du tourisme réalisent un point individuel de début de saison avec les campings.
- ▶ **Effet « boule de neige » :** au-delà de la montée en compétence sur les sujets prévention des déchets, cette action a donné à certains campings la volonté d'aller plus loin dans le tourisme durable en mettant en place des outils complémentaires et des actions de sensibilisation par exemple pour la réduction de la consommation des ressources dans les campings (eau, énergie...).



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Direction Collecte et Valorisation déchets de Morlaix Communauté	<ul style="list-style-type: none"> ● Diminuer le volume d'ordures ménagères à gérer ● Diminuer le coût de la collecte ● Améliorer la qualité du tri 	<ul style="list-style-type: none"> → Moyens financiers, techniques (expertise déchets) → Communication
	Maison du tourisme Baie de Morlaix Monts d'Arrée	<ul style="list-style-type: none"> ● Développer le tourisme durable ● Accompagner les actions de développement des campings pour s'adapter au marché 	<ul style="list-style-type: none"> → Moyens financiers, techniques (expertise tourisme) → Communication
POLITIQUE TOURISME	Campings	Diminuer les coûts de gestion des déchets (stockage, redevance...)	<ul style="list-style-type: none"> → Moyens techniques, humains et financiers → Communication (livret d'accueil, site internet)

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

● **Un portage politique fort :**

- Élus locaux très impliqués sur leur commune, notamment au niveau des campings municipaux,
- Relais communication du Conseil régional du Tourisme permettant une meilleure visibilité de l'action pour une implication optimale de l'ensemble des acteurs,
- Le caractère exemplaire de l'opération a conduit à un partage d'expériences vers les autres territoires bretons.

● **La gouvernance :**

- Travail collaboratif en direct entre les services Déchets et Tourisme,
- Implication des partenaires (gestionnaires des campings) très en amont de la saison touristique.



© Morlaix Communauté
création NorWest design

Mascotte du tri Morlaix Communauté en vacances

Retour sommaire :

- géographique
- thématique



Téléchargez cette fiche

ADEME

Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Pays de Beaume Drobie

PLUS DE 10 ACTEURS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA DISTRIBUTION D'UN KIT D'ÉCOTOURISME



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Le SICTOBA et l'Office intercommunal de tourisme ont lancé conjointement, durant l'été 2015, le projet « Pack nature » consistant en la création d'un kit d'objets permettant de sensibiliser les touristes à la prévention des déchets en milieu naturel. Ce projet répond aux intérêts de l'Office intercommunal de tourisme, qui s'est engagé dans une **démarche écotouristique**, et du SICTOBA de **sensibiliser les usagers à la prévention des déchets dans les espaces naturels**. Le patrimoine naturel, bâti et culturel du Pays Beaume Drobie et du Pays des Vans en Cévennes, est reconnu comme exceptionnel à différentes échelles : locales, départementales, nationales et même européennes (Natura 2000, ENS, Parc naturel, Géopark...). Les activités liées au tourisme sont fortement productrices de déchets et ont d'autant plus d'impacts dans des espaces naturels.

Contacts

- **Communauté de communes du Pays de Beaume Drobie :**
tourisme-patrimoine@pays-beaumedrobie.com
- **SICTOBA :**
compostage@sictoba.fr
- **ADEME :**
elsa.thomasson@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Montée en compétence des acteurs du tourisme** (notamment l'Office intercommunal de tourisme) sur les sujets de prévention des déchets.
- ▶ **Démultiplication du message de prévention des déchets** en s'appuyant sur les relais professionnels impliqués dans le projet.
- ▶ **Collaboration entre acteurs de différents horizons :** SICTOBA, professionnels du tourisme dans la région, pôle Tourisme et Patrimoine du Pays Beaume Drobie, Office de tourisme du Pays des Vans en Cévennes, syndicats (rivières, eau potable...) et Parc naturel pour accroître la cohérence et l'efficacité des mesures sur le territoire.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	SICTOBA	Sensibiliser aux enjeux de la prévention pour réduire les déchets dans les zones naturelles	→ Apport d'expertise « prévention des déchets »
	Professionnels du tourisme dans la région	Disposer d'outils de médiation pour promouvoir la prévention des déchets auprès des touristes	→ Apport d'une vision terrain → Distributeur et relais du « Pack nature »
POLITIQUE TOURISME	Pôle Tourisme et Patrimoine du Pays Beaume Drobie	<ul style="list-style-type: none"> ● Répondre à un besoin des professionnels du tourisme ● Mobiliser et animer le réseau d'acteurs autour d'une démarche collaborative 	→ Réalisation, animation et mobilisation de l'ensemble des acteurs du projet
POLITIQUE ENVIRONNEMENT	Parc naturel régional, Syndicats d'eau potable, Syndicats de rivières	Préserver les milieux naturels en réduisant l'abandon de déchets sur site	→ Apport d'expertise des structures vis-à-vis de leurs spécialités

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

● La gouvernance :

→ Mise en place d'un **travail collaboratif** entre acteurs d'horizons et d'expertises très divers (Syndicat de déchets, Syndicat rivières, Parc naturel, Conseil régional, Conseil départemental, professionnels du tourisme...). Un comité de pilotage a été mis en place tout au long du projet,

→ **Implication** des professionnels du tourisme, futurs distributeurs du « Pack nature » **dès la conception du projet.**

● **Croisement des expertises** : importance de partager les connaissances entre les différents acteurs pour réaliser un outil efficace et adapté à la problématique.

ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

SICTOM du Couserans

200 SCOLAIRES SENSIBILISÉS À LA PRÉVENTION DES DÉCHETS



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Le programme local de prévention du SICTOM du Couserans prévoit la **sensibilisation et la communication sur la réduction des déchets**, via différentes manières dont des interventions en milieu scolaire. Comme la prévention des déchets peut rentrer dans le **programme scolaire de développement durable**, les établissements scolaires répondent favorablement à la demande du SICTOM de sensibiliser les scolaires à la prévention des déchets. La sensibilisation se fait par le biais d'une intervention du SICTOM dans les établissements scolaires d'une demi-journée généralement.

Contacts

- **SICTOM du Couserans :**
sebastien.robert@sictom-couserans.fr
- **ADEME :**
marion.forgue@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ Les échanges avec les établissements ont permis, outre la sensibilisation à la prévention des déchets :
 - d'**identifier des bonnes pratiques** au sein de ces établissements et de les promouvoir sur le territoire,
 - de **développer de nouvelles actions** avec une réduction pouvant aller jusqu'à 1 000 €/ an grâce aux enseignements appris : gaspillage alimentaire (sensibilisation des cuisiniers) ; redevance spéciale ; collecte séparée en déchèterie pour le carton (au lieu de les broyer sur place).
- ▶ **L'intervention du SICTOM lors des journées du jeune consommateur** organisées par l'ADEIC pour les établissements scolaires permet au SICTOM :
 - d'être valorisé pendant ces journées et ainsi de **faciliter les contacts avec les établissements scolaires** : certains professeurs les recontactent pour aller plus loin sur la thématique « déchets »,
 - d'avoir une visibilité sur les enseignants et le programme de l'Éducation nationale.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Direction Déchets	Sensibiliser un maximum d'élèves (écoles, collèges, lycées) à la prévention des déchets et à la réduction de la consommation à la maison (électricité...)	→ Mettre en place la formation « prévention des déchets » et la dispenser
	Établissements scolaires	Intégrer la prévention des déchets dans le programme d'éducation au développement durable	→ Intégrer la formation « prévention des déchets » dans les projets de formation
POLITIQUE ENSEIGNEMENT	ADEIC	Sensibiliser les élèves à divers sujets	→ Intégrer la formation « prévention des déchets » dans les Journées du jeune consommateur
	ALAÉ, accueil périscolaire	Animer les élèves	→ Intégrer la formation « prévention des déchets » dans les animations

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Volonté de l'établissement scolaire et des enseignants** car ce sont eux qui décident de leurs projets de formation :
 - intervention dans le cadre des Journées du jeune consommateur : journées balisées dans le calendrier scolaire par l'Éducation nationale.
- **Partenariat avec l'ADEIC** qui organise les Journées du jeune consommateur pour sensibiliser les élèves à divers sujets (violence, déchets...).
- **Partenariats avec les ALAÉ et les accueils périscolaires** ayant les avantages suivants :
 - les éducateurs cherchent des animations (public motivé),
 - pas de restriction liée au cadre du programme d'éducation nationale (facilité d'accès).



ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

SICTOM de Lavour

LE CENTRE HOSPITALIER ÉCONOMISE PLUS DE 15 000 € PAR AN



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Depuis l'application de la redevance spéciale sur le centre hospitalier, les gestionnaires identifient clairement le coût imputable à la gestion des déchets, qui a fortement augmenté ces dernières années. Pour **faire face à cette contrainte budgétaire**, ils ont fait appel au SICTOM afin d'identifier comment, au-delà du tri et du recyclage, ils peuvent baisser leur facture. Le SICTOM a proposé de réaliser un audit complet de leur production des déchets non valorisables ; à la suite de cet audit, les gestionnaires ont travaillé pour identifier des **pistes de réduction des déchets pour chaque secteur d'activité**. Finalement, il a été décidé de monter une formation professionnelle dédiée et annuelle.

Contacts

- **SICTOM de Lavour :**
prevention@sictom-lavour.fr
- **ADEME :**
marion.forgue@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Obligation de formation** au développement durable dans le parcours professionnel officiel des agents hospitaliers.
- ▶ **Création de lien social :** l'action permet, au-delà de la sensibilisation à la prévention des déchets, que les agents de différents services de l'hôpital se rencontrent, tous les services étant représentés dans les groupes de formation : jardin, cuisine, achat, médecins, cadres...
- ▶ **Richesse des échanges :** les formations sont un lieu d'échanges et permettent d'identifier des freins et des leviers à la prévention des déchets via le retour d'expérience des participants.
- ▶ **Changement de mentalité :** le personnel comprend maintenant pourquoi les gestes de chacun sont importants à l'hôpital.
- ▶ **De nombreuses autres actions ont été déclinées** avec le soutien du Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) des Pays Tarnais **grâce au partenariat durable né à la suite de la contractualisation pour cette action.**



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Direction Déchets, CPIE des Pays Tarnais	Sensibiliser à la prévention des déchets et plus largement au développement durable	→ Donner des formations
POLITIQUE FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE	Centre hospitalier de Lavaur	Former le personnel au développement durable et réduire les coûts	→ Réaliser les formations
POLITIQUE CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS		Créer du lien social entre les agents des différents services	



LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Groupes de formation hétérogènes** (représentation de tous les services).
- **Sensibilisation de tous les agents du centre hospitalier**, quel que soit le service.
- **Lien fort avec les responsables** logistique et formation de la structure.

Ils l'ont fait !

“ Aujourd’hui il y a vraiment une forte relation, cohésion et logique entre le syndicat qui cherche à réduire les déchets collectés et le service général de l’hôpital qui voit une source d’économie dans un contexte de restriction budgétaire et dans un contexte réglementaire notamment au niveau des fermentescibles. ”

Emmanuel Joulié,
Directeur du SICTOM de Lavaur



ADEME

Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

SIVOM de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts

5 COLLÈGES ÉQUIPÉS D'UN COMPOSTEUR



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

L'action d'accompagnement à l'installation de composteurs dans les collèges de l'Essonne est issue d'une double volonté entre :

- le **SIVOM** dans le cadre de son programme local de prévention et dans la continuité de son **action d'installation de composteurs dans les écoles primaires** présentes sur son territoire,
- le **Conseil départemental de l'Essonne** dans sa volonté de **réduire les coûts de gestion des établissements** et notamment ceux liés aux déchets.

Le Conseil départemental a permis au SIVOM de rencontrer les chefs d'établissement présents sur son territoire et d'étendre ainsi son réseau aux collèges de l'Essonne. L'accompagnement à l'installation de composteurs se déroule en plusieurs étapes : un diagnostic technique, le suivi d'une formation du personnel technique de l'établissement et la sensibilisation des élèves (projet pédagogique ou animation).

Contacts

- **SIVOM :** velizondo@sivom.com
- **ADEME :** laure.moutier@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Opération gagnant-gagnant :** la réussite de l'action pour la collectivité et la réduction des coûts qu'elle engendre pour les établissements (par la redevance spéciale) permet de montrer l'intérêt du compostage (et donc de la prévention des déchets).
- ▶ **Effet « boule de neige » :**
 - ces actions permettent de **créer un lien durable** entre les établissements et le SIVOM avec le suivi et l'entretien du composteur. Le dialogue ainsi engagé ouvre la porte à d'autres collaborations, notamment sur la sensibilisation au tri : comme les visites pédagogiques du centre de tri du SIVOM par les collégiens,
 - l'installation des composteurs **appuie les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire** du Conseil départemental de l'Essonne dans les établissements permettant de réduire les coûts des achats du service de restauration et ainsi de proposer des menus de plus grande qualité.
- ▶ **Pérennité :** les composteurs sont installés de façon permanente et un suivi régulier est assuré par le SIVOM.
- ▶ **Création d'emploi local et durable :** cette action a permis la création d'un poste de maître composteur au SIVOM, emploi non délocalisable.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	SIVOM	Réduire la quantité de déchets à gérer sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> → Moyens techniques, humains et pédagogiques → Communication
	Service Déchets du Conseil départemental de l'Essonne		<ul style="list-style-type: none"> → Moyens financiers
POLITIQUE ENSEIGNEMENT	Direction des collèges du Conseil départemental de l'Essonne	<ul style="list-style-type: none"> ● Réduire les coûts de gestion des établissements ● Sensibiliser sur le gaspillage alimentaire pour réduire les coûts des services de restauration 	<ul style="list-style-type: none"> → Relais auprès des établissements
	Collèges	<ul style="list-style-type: none"> ● Réduire les coûts de gestion des déchets ● Permettre des possibles projets pédagogiques 	<ul style="list-style-type: none"> → Moyens techniques et pédagogiques

🔑 LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique fort** : soutien des élus sur l'action et enjeu économique fort pour le Conseil départemental.
- **La gouvernance** : suivi appuyé, prévention des déchets notamment lors des comités annuels de pilotage du programme local. Le suivi technique est assuré au fil de l'eau par le maître composteur du SIVOM.



ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

SMICTOM Pays de Fougères

5 ÉVÉNEMENTS "TROC O LIVRES" LIANT CULTURE ET RÉEMPLOI



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Pour mettre en œuvre une action de réemploi inscrite dans son programme local de prévention des déchets, le SMICTOM Pays de Fougères s'est rapproché des bibliothèques, médiathèques et des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) du territoire pour **monter des événements d'échange de livres** « Troc O Livres » entre particuliers. En effet, le livre est un objet sentimental, difficilement jeté par le grand public, qui constitue donc un support propice à la sensibilisation au réemploi. De plus, les bibliothèques et médiathèques du territoire sont naturellement sollicitées par des habitants qui souhaitent se débarrasser de livres sans les jeter. Ces événements sont également l'occasion pour le SMICTOM de **sensibiliser le public au réemploi et au don**, ainsi que de proposer des animations plus larges sur la thématique du réemploi.

Contacts

- **SMICTOM Pays de Fougères :**
annelise.guitet@smictom-fougères.fr
- **ADEME :**
veronique.marie@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Intégration du réemploi dans les pratiques du grand public :**
le réemploi des livres constitue un bon point d'entrée pour la sensibilisation du grand public aux bonnes pratiques de réemploi. Ce qui permet de toucher un public large et diversifié.
- ▶ **Création de lien social :** l'organisation d'événements de troc dans les lieux publics facilite les rencontres et les échanges entre citoyens.
- ▶ **Volonté de développer ce type d'actions** sur l'ensemble du territoire.
- ▶ **Création de boîtes à lire.**



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	SMICTOM	Sensibiliser le grand public sur le réemploi	<ul style="list-style-type: none"> → Communication sur les événements → Sensibilisation sur les stands réemploi des trocs → Gestion des expositions réemplois
	Emmaüs	<ul style="list-style-type: none"> ● Promouvoir les initiatives de don et de réemploi sur le territoire ● Création d'emplois 	<ul style="list-style-type: none"> → Fourniture des livres d'occasion pour le stock de départ → Reprise des livres non échangés
POLITIQUE CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORT	Bibliothèque, médiathèque et ALSH	Faciliter l'accès des citoyens à la culture	<ul style="list-style-type: none"> → Mise à disposition des locaux et du personnel, mobilisation de bénévoles → Recueil de livres de jeunesse (gisement rare) → Communication auprès des adhérents

🔑 LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique fort** de la part des élus du SMICTOM.
- **La gouvernance** : portage opérationnel de l'action par le SMICTOM en partenariat avec des acteurs locaux (bibliothèques, Emmaüs...).
- **Mobilisation des relais privilégiés du public cible** (bibliothèques, médiathèques), habitué à fréquenter ces lieux culturels permettant une meilleure visibilité et facilitant le succès de l'événement.
- **Mutualisation des moyens entre acteurs du projet** : moyens de stockage, moyens logistiques, moyens humains...



Retour sommaire :
 → géographique
 → thématique



Téléchargez cette fiche

ADEME


 Agence de l'Environnement
 et de la Maîtrise de l'Énergie

SYBERT de Besançon

3 CONTRATS D'INSERTION GRÂCE À LA FILIÈRE DES COUCHES LAVABLES



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Le SYBERT a souhaité **réduire les quantités de déchets non valorisables** : les couches jetables représentent 10 % du gisement des ordures ménagères du territoire.

La Ville de Besançon a voulu **créer une dynamique locale en favorisant l'émergence de nouvelles activités économiques**.

Le projet répond ainsi à des intérêts communs. À la suite du succès d'un premier projet de couches lavables dans une crèche à Besançon, les élus de la Ville ont souhaité reproduire le projet dans une autre crèche. La fabrication, la collecte et le lavage des couches utilisées sont assurés par la blanchisserie du Refuge, une structure d'insertion donnant accès au travail à des personnes éloignées de l'emploi. Cette action s'inscrit dans le programme local de prévention des déchets du SYBERT qui a étendu l'action en proposant le prêt gratuit durant un mois d'un kit d'essai de couches lavables aux habitants de son territoire. Le relais d'information est assuré par des acteurs locaux (assistantes maternelles, sages-femmes, pédiatres). Des permanences mensuelles sont assurées afin de prêter les kits de couches lavables aux familles.

Contacts

● **SYBERT :**
sandrine.renaud@sybert.fr

● **ADEME :**
emilie.albisser@ademe.fr


 Syndicat mixte de Besançon
 et de la Région pour le
 traitement des déchets


LES BÉNÉFICES

- ▶ **Création d'une nouvelle activité économique :** la nouvelle filière de couches lavables engendre des emplois locaux non délocalisables. Elle permet la création d'un emploi pour accompagner crèches et familles (auto-entreprise locale).
- ▶ **Réduction des déchets de la collectivité :** diminution visible des volumes de déchets collectés grâce à l'utilisation de couches réutilisables.
- ▶ **Pérennisation de la filière :** les crèches, ayant adopté les couches lavables de manière durable, assurent la pérennité de la blanchisserie.
- ▶ **Considérations sur l'aspect sanitaire des couches chez les nourrissons :** cette action permet d'amorcer des réflexions sur les produits chimiques en contact avec les nourrissons : dessèchement de la peau de certains bébés avec les couches classiques...



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	SYBERT	Réduire la quantité de déchets	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise à disposition de moyens organisationnels ➔ Fourniture de kits d'essai aux familles ➔ Communication
POLITIQUE DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Blanchisserie du Refuge	Développer son activité	➔ Moyens humains : collecte, lavage et fabrication
	VILLE DE BESANÇON	Favoriser la création d'activité économique sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise à disposition de moyens matériels (locaux) ➔ Achat des couches lavables pour les crèches ➔ Mobilisation du personnel des crèches concernées
POLITIQUE EMPLOI		Favoriser l'insertion professionnelle	
ACTION SOCIALE ET MÉDICO SOCIALE		Agir auprès de la petite enfance	
	CHU Besançon	Veiller au respect des règles sanitaires pour la petite enfance	➔ Analyse sanitaire validant les protocoles de lavage

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique fort** des élus de la Ville de Besançon et du SYBERT.
- **La gouvernance** : suivi de l'action par un comité de pilotage régulier entre les différents partenaires et élus mobilisés.
- **Soutien local et partage d'expérience entre collectivités** : plusieurs actions de couches lavables sont développées en concomitance sur des territoires voisins.



ADEME


 Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

SYDED de la Haute-Vienne

10 ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES SENSIBILISÉS AU GASPILLAGE ALIMENTAIRE



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Dans le cadre de l'action « Éco-exemplarité » de son PLPD, le SYDED cherchait à accompagner les Communautés de communes sur différentes actions dont la **lutte contre le gaspillage alimentaire**. Les communes, avec la mise en place des rythmes périscolaires, ont cherché à **développer des animations sur la thématique des déchets**. Différents acteurs du territoire se sont également rencontrés dans le cadre de la mise en place du pacte régional contre le gaspillage alimentaire lancé par la DRAAF. Fin 2013, une offre de sensibilisation a été proposée par le SYDED aux écoles élémentaires, avec rencontre des élus, des cuisiniers puis réalisation par les élèves sur les temps périscolaires d'une maquette de bâche contre le gaspillage. Un repas « zéro déchet » est conduit avec pour objectif de réduire le gaspillage. Cette proposition se duplique auprès des collèges et lycées.

Contacts

- **SYDED de la Haute-Vienne :**
vlucaïn@syded87.org
- **ADEME :**
laurent.jarry@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Mise en cohérence et complémentarité entre différents projets territoriaux à différentes échelles** comme les plans climat-air-énergie territoriaux et agendas 21 locaux, le pacte de lutte contre le gaspillage alimentaire porté par l'État.
- ▶ **Extension de la démarche** initiée dans les collèges et lycées du territoire.
- ▶ **Développement de nouvelles actions transversales :** le compostage individuel dans les établissements scolaires, collèges et lycées.
- ▶ **Élargissement de cette synergie** entre SYDED et collectivités membres pour animer la prévention des déchets, et avec les autres acteurs sur d'autres thématiques comme le plan zéro phyto.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	SYDED	<ul style="list-style-type: none"> ● Sensibiliser le personnel et les élèves au gaspillage alimentaire ● Réduire les déchets 	→ Sensibilisation des collectivités, diagnostic, pesée des déchets, impression de la bâche, sensibilisation
	DRAAF	Animer le pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire	→ Financement de l'action par appel à projets
	Communautés de communes, Conseil départemental, Conseil régional	<ul style="list-style-type: none"> ● Développer l'éco-exemplarité ● Formation des personnels de cantine (CNFPT) et chartes plus larges que gaspillage alimentaire 	→ Sensibilisation des établissements
POLITIQUE ENSEIGNEMENT	Mairies	Développer des animations sur les temps périscolaires	→ Réaliser les formations
	Écoles, collèges et lycées	<ul style="list-style-type: none"> ● Gérer les biodéchets ● Mener des projets sur l'alimentation 	→ Sensibilisation au gaspillage alimentaire



LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique des élus « les plus motivés »** en appui de l'animateur du programme local de prévention des déchets.
- **La participation de l'animateur aux différents groupes de travail permet de le faire** reconnaître comme partenaire.
- **Des chartes d'engagement** plus larges que le gaspillage alimentaire « MDR : merci de recycler », ou sur l'alimentation ont permis de faire émerger ce projet dans la discussion avec les partenaires.

Ils l'ont fait !

“ La lutte contre le gaspillage alimentaire est un enjeu fort pour nos collectivités. La démarche de sensibilisation entreprise par le SYDED a permis d'impliquer les différents acteurs de notre école. Le personnel de restauration par la mise en place de pesées durant une semaine, et les enfants par leur participation à une animation ludique autour de trois ateliers pédagogiques. La réalisation par les enfants d'une fresque sur laquelle est inscrite « On dit stop au gaspillage alimentaire » a permis de fédérer l'ensemble de l'école par ce slogan qui nous rappellera au quotidien notre engagement. ”

Sébastien Moreau,
1^{er} adjoint au maire de Royères

Retour sommaire :

- géographique
- thématique



Téléchargez cette fiche

ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Ville de Besançon

1 471 PERSONNES INITIÉES AUX GESTES DE RÉDUCTION, DE TRI DES DÉCHETS ET D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ET D'EAU



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

Dans le but de **faire connaître à la population du territoire les enjeux de réduction des déchets et des consommations d'eau et d'énergie**, la Ville de Besançon s'est associée à l'Espace info énergie (EIE). Ensemble, ils ont aménagé un appartement témoin, « Le Logis 13 Éco », à Planoise, quartier populaire de Besançon. L'appartement est mis à disposition par un bailleur local.

Contacts

- **Ville de Besançon :**
eric.durand@besancon.fr
- **ADEME :**
emilie.albisser@ademe.fr

Ville de
Besançon

Réseau **A3P**

LES BÉNÉFICES

- ▶ **Mise en cohérence et complémentarité entre différents projets territoriaux** plan climat-air-énergie territorial et le programme local de prévention des déchets.
- ▶ Un panel large de thématiques réunies autour d'une action commune : **mise en synergie d'acteurs d'horizons et d'expertises différents** (énergie, eau, déchets, qualité de l'air).
- ▶ L'appartement témoin est un **format attractif** pouvant intégrer de nouveaux thèmes au gré des besoins d'information et de découverte d'un plus large public.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	SYBERT	Sensibiliser les habitants à la prévention et au tri des déchets	➔ Communication / sensibilisation sur la prévention et le tri des déchets
POLITIQUE ENVIRONNEMENT	Mission Développement durable et Maîtrise de l'énergie de la Ville de Besançon	<ul style="list-style-type: none"> ● Développer les initiatives DD ● Sensibiliser les habitants à leur consommation énergétique 	➔ Gestion et animation de l'appartement témoin
	ATMO Franche-Comté	Sensibiliser aux enjeux de la qualité de l'air	➔ Expertise sur la qualité de l'air
	Direction Eau et Assainissement de la Ville de Besançon	Sensibiliser les habitants au bon usage de l'eau	➔ Expertise sur l'usage de l'eau
POLITIQUE HABITAT	Bailleur local	Réduire les impayés	➔ Mise à disposition d'un appartement
POLITIQUE ACTION SOCIALE	Maîtrise de l'énergie de la Ville de Besançon et CCAS	Accompagner les personnes souffrant de précarité énergétique	➔ Expertise sur l'énergie

LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **Un portage politique fort** et une inscription dans le programme local de prévention et le plan climat-air-énergie territorial. C'est une action inscrite dans la durée, elle fait suite à un premier appartement témoin dans un autre quartier populaire de Besançon.
- **Le travail croisé des différents acteurs** : chaque acteur a apporté son expertise pour améliorer la force des messages à destination des habitants.
- **Une bonne visibilité de l'action** : le dynamisme et la communication autour de l'action ont permis de toucher un public large (animations extérieures...).
- **Implication d'un bailleur local** : un appui logistique d'un acteur de logement en transition au sein d'un quartier populaire.

Ils l'ont fait !

“ Les besoins en consommation de tous ordres augmentent sans cesse alors même que notre planète ne peut pas fournir toutes les ressources permettant d'y répondre. Être économe, en énergie, en eau, en ressources diverses, ne doit pas être synonyme de régression sociale. « Le Logis 13 Éco » est là pour démontrer que la baisse des consommations est un progrès social et culturel puisqu'il permet d'orienter la dépense des foyers vers d'autres activités, et surtout vers le désir pour la qualité. ”

Anne Vignot,

Adjointe à l'Énergie, à la Transition énergétique et au Développement durable de la Ville de Besançon

ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

Ville de Vauréal

400 PERSONNES OPTIMISENT LEUR BUDGET EN APPRENANT À RÉPARER LEURS OBJETS



Convergence d'intérêts pour la réalisation de l'action

En collaboration avec l'association Générations solidaires et les habitants, la Ville de Vauréal a accompagné l'organisation des événements « Repair Café », permettant la rencontre entre les réparateurs professionnels et les habitants. Cette action répond à un double objectif :

- la **promotion de la réparation et du réemploi** par le service Développement durable et Déchets de la Ville et le service Environnement Déchets de la direction de l'Écologie urbaine de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise,
- la **promotion de solutions économiques pour les personnes à budget restreint** par le service Action sociale de la Ville et ses relais.

Cette action s'inscrit dans le programme local de prévention des déchets du territoire. Depuis, une convention entre l'association Générations solidaires et la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise a été signée début 2015 pour favoriser la démultiplication des opérations « Repair Café » à d'autres communes.

Contacts

- **Ville de Vauréal :**
sburg@mairie-vaureal.fr
- **Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise :**
florence.izartmassari@cergypontoise.fr
- **ADEME :**
ademe.ile-de-france@ademe.fr



LES BÉNÉFICES

- ▶ **Mise en valeur des professionnels locaux :** l'action permet de donner une visibilité pérenne aux professionnels locaux de la réparation en entrant en contact directement avec les clients.
- ▶ **Création de lien social de proximité :** près de 90 % des participants aux événements « Repair Café » habitent à Vauréal ou dans les communes alentours ce qui favorise la création de liens entre les habitants (échanges intergénérationnels, partage de conseils en couture, informatique...).
- ▶ **Montée en compétence vers la prévention des déchets :** l'action permet un transfert de compétences des techniques de réparation vers le public cible utilisant des couches classiques.



Une logique gagnant-gagnant			
	ACTEURS	ENJEUX	ACTIONS
POLITIQUE PRÉVENTION DES DÉCHETS	Service Déchets de Cergy-Pontoise et service Développement durable et Déchets de la Ville de Vauréal	Sensibiliser à la prévention des déchets et à l'allongement de la durée de vie par la réparation et le réemploi	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Mise à disposition : locaux et matériel ➔ Communication (magazines, sites internet communaux, affiches et banderoles) ➔ Soutien financier
POLITIQUE ACTION SOCIALE ET SOLIDARITÉ	Service social de la Ville de Vauréal et relais (CCAS...)	Accompagner les personnes à budget restreint dans la résolution des difficultés de la vie quotidienne	➔ Relais auprès du public cible
	Association Générations solidaires	<ul style="list-style-type: none"> ● Répondre aux besoins des habitants pour optimiser le budget alloué aux biens de consommation ● Sensibiliser à la lutte contre l'obsolescence programmée 	➔ À l'origine du projet : recherche de bénévoles pour l'animation, communication, organisation...
POLITIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	Ville de Vauréal et relais (CMA 95, ADESS 95...)	Faire connaître les professionnels de la réparation pour dynamiser ce secteur d'activité	➔ Contribution pour le recrutement des artisans volontaires

🔑 LES CLÉS DE LA RÉUSSITE

- **La gouvernance** : engagement et portage politique appuyé des élus de la Ville de Vauréal et implication très forte de l'association à l'origine du projet.
- **Mobiliser le réseau des réparateurs locaux.**



Retour sommaire :
 ➔ géographique
 ➔ thématique



Téléchargez cette fiche

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale.

L'Agence aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer et du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.

25 COLLECTIVITÉS DONNENT DE L'ÉLAN À LEUR TERRITOIRE

UN ATOUT, LA PRÉVENTION DES DÉCHETS

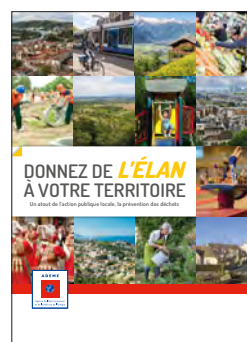
25 collectivités témoignent que des synergies existent entre les différentes politiques publiques territoriales et la prévention des déchets.

Développement de l'emploi, maîtrise budgétaire, insertion sociale, citoyenneté et écoresponsabilité... autant d'objectifs communs au service d'un projet politique global pour dynamiser un territoire.

Chaque retour d'expérience fait l'objet d'une fiche spécifique.

Pour en savoir plus

- Donnez de l'élan à votre territoire
Un atout de l'action publique locale, la prévention des déchets
www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/argu-prevention-autres-politique-locales-8834.pdf



- Consultez le rapport complet et la synthèse de l'étude « Prévention des déchets et politiques publiques territoriales »
www.ademe.fr/prevention-dechets-politiques-publiques-territoriales
- Accédez aux sites de l'ADEME :
 - Optigede « Déchets : des outils et des exemples pour agir »
www.optigede.ademe.fr
 - Expertise ADEME
www.ademe.fr/collectivites-secteur-public
 - Campagne de communication nationale
www.casuffitlegachis.fr/collectivites

www.ademe.fr



ISBN 979-10-297-0477-2

8895



9 791029 704772